



Les services publics c'est l'affaire de tous

Nos responsables répètent souvent que si les effets de la crise semblent moins dévastateurs en France que dans la plupart des autres pays, c'est que nous avons conservé des dispositifs sociaux qui contribuent à amortir ces effets : protection sociale solidaire, retraites par répartition et bien sûr services publics.

Mais au lieu de renforcer ces services publics pour répondre encore mieux aux besoins sociaux, le gouvernement fait le choix de les affaiblir. La Révision Générale des Politiques Publiques qu'il impose à marche forcée va à l'encontre de l'intérêt des usagers, des citoyens et des personnels. Restructurations, externalisations, privatisations se multiplient sans souci de la qualité du service public et de son avenir.

Assez de suppressions d'emplois !

Comment faire plus et mieux avec moins de personnels, par exemple en matière de santé, d'éducation, de services sociaux... ? Partout les suppressions d'emploi remettent en cause l'efficacité et la qualité des services rendus. Les premières victimes en sont les usagers, notamment les plus fragiles.

Et en bout de chaîne ce sont soit des personnels recrutés à titre précaires soit des jeunes en fin de formation qui vont se trouver sans emploi.

Face à l'explosion du chômage, aucun employeur public, surtout pas l'Etat, ne doit esquisser ses responsabilités.

Une politique salariale ambitieuse !

Plus de cinq millions de personnes travaillent dans la Fonction Publique et leur pouvoir d'achat dépend directement de la politique salariale du gouvernement. L'Etat dispose ainsi d'un outil formidable pour une relance de la consommation et de l'économie.

Pourquoi ne pas s'en servir en ouvrant sans tarder des négociations ?

Qualité et efficacité ?

Il faut pour tous et sur tout le territoire des services publics de qualité, des services publics efficaces !

Mais la défense de l'intérêt général et des libertés, la lutte contre les inégalités, l'aménagement du territoire, la contribution au développement durable ne se mesurent pas au travers de critères strictement comptables ou au travers d'indicateurs parcellaires.

Evaluer la qualité et l'efficacité du service public doit se faire de façon globale et doit porter sur l'ensemble des missions qui lui sont confiées.

Le travail des agents n'a jamais cessé d'évoluer et il doit le faire encore !

Mais ce n'est pas l'individualisation accrue, la dégradation des conditions de travail ou le stress permanent qui garantiront la qualité du travail et la qualité du service rendu.

Au contraire, reconnaissance des qualifications, politique de formation dynamique et développement du travail en équipe doivent être mis en œuvre avec les personnels et dans le respect des missions de service public.

Malgré la crise, le gouvernement conserve une politique réductrice des services publics.

Le 1^{er} mai, nous manifesterons aussi pour leur défense et leur développement. Le service public est l'affaire de tous.